

## L'EXTENSION DES ATELIERS

Deux extensions des ateliers sont déjà engagées : télématique et audiovisuelle ; d'autres devront être mises en place dans un second temps, telle la robotique.

L'extension **télématique** a un triple objectif.

Elle permettra aux ateliers de se mettre en rapport avec les services informatiques existants ou à venir. Il s'agit là de l'utilisation à laquelle tout le monde pense lorsqu'il regarde son minitel, et c'est comme cela que la télématique pénétrera la société aux yeux du public. Aussi, a-t-on la possibilité de disposer d'un annuaire télématique, d'accéder à ces renseignements pratiques, de communiquer avec d'autres, etc...

Mais la télématique a des applications qui ne relèvent pas seulement de l'information ou de l'échange des messages. Elle permet aussi la gestion de problèmes administratifs complexes ou le téléchargement de logiciels. Ce dernier point est essentiel, car il permet de diffuser à la demande, rapidement, et demain à un coût peu élevé, des logiciels pendant les heures creuses.

Enfin, sans doute est-ce là l'initiative la plus séduisante, la télématique permettra de transformer les ordinateurs des établissements en serveurs d'informations pour les élèves, leurs parents et l'ensemble des collectivités. Les ateliers deviendront donc des centres serveurs locaux. L'atelier sera appelé depuis le domicile par des enseignants, par des élèves ou leurs parents ou par toute autre personne résidant dans la commune. Pourront être ainsi fournies des informations sur la vie scolaire, municipale ou associative ; une petite messagerie locale ou d'autres fonctions à imaginer peuvent être assurées. Possible avec un ordinateur domestique si on accepte quelques limites techniques, cette manipulations sera plus facile avec les micro-ordinateurs professionnels, en particulier en dehors des temps scolaires ou des heures d'ouverture, quand ils n'ont plus la charge d'avoir à orchestrer les postes de travail du nanoréseau.

Une bonne utilisation des potentialités de communication des ateliers dépend donc de la capacité de les faire fonctionner techniquement et du dynamisme mis en œuvre pour les animer. Il sera à ce moment là possible de constituer des bassins télématiques rassemblant plusieurs ateliers pouvant communiquer entre eux.

Cette extension est actuellement mise en œuvre de la manière suivante :

— utilisation dans de nombreux cas d'équipements intégrant les interfaces de télécommunication (EXELVISION) et mise en place de ces derniers là où ils n'existeraient pas encore.

- aménagement conséquent des têtes de nanoréseaux comme serveurs locaux, comme cela a été indiqué plus haut.
- mise en place de serveurs aux niveaux académiques, susceptibles de servir de serveurs de base.

L'extension **audiovisuelle** est, elle aussi, d'une grande importance.

Toute l'évolution contemporaine conduit à une intégration progressive de l'informatique et de l'audiovisuel, et on en voit des manifestations de plus en plus fréquentes dans les entreprises aux niveaux du contrôle des processus de fabrication, de la gestion des stocks, etc...

Il est donc essentiel de prolonger les ateliers dans le sens de la vidéocommunication et des images interactives, au delà de l'utilisation traditionnelle de l'image comme outil pédagogique.

Ceci implique que grâce à un système de cadrage des images — qu'elles soient portées par des bandes ou des disques — on puisse en choisir dans un stock potentiel, les associer, etc... Trois supports sont aujourd'hui concevables dont le premier reste à ce jour peu utilisé :

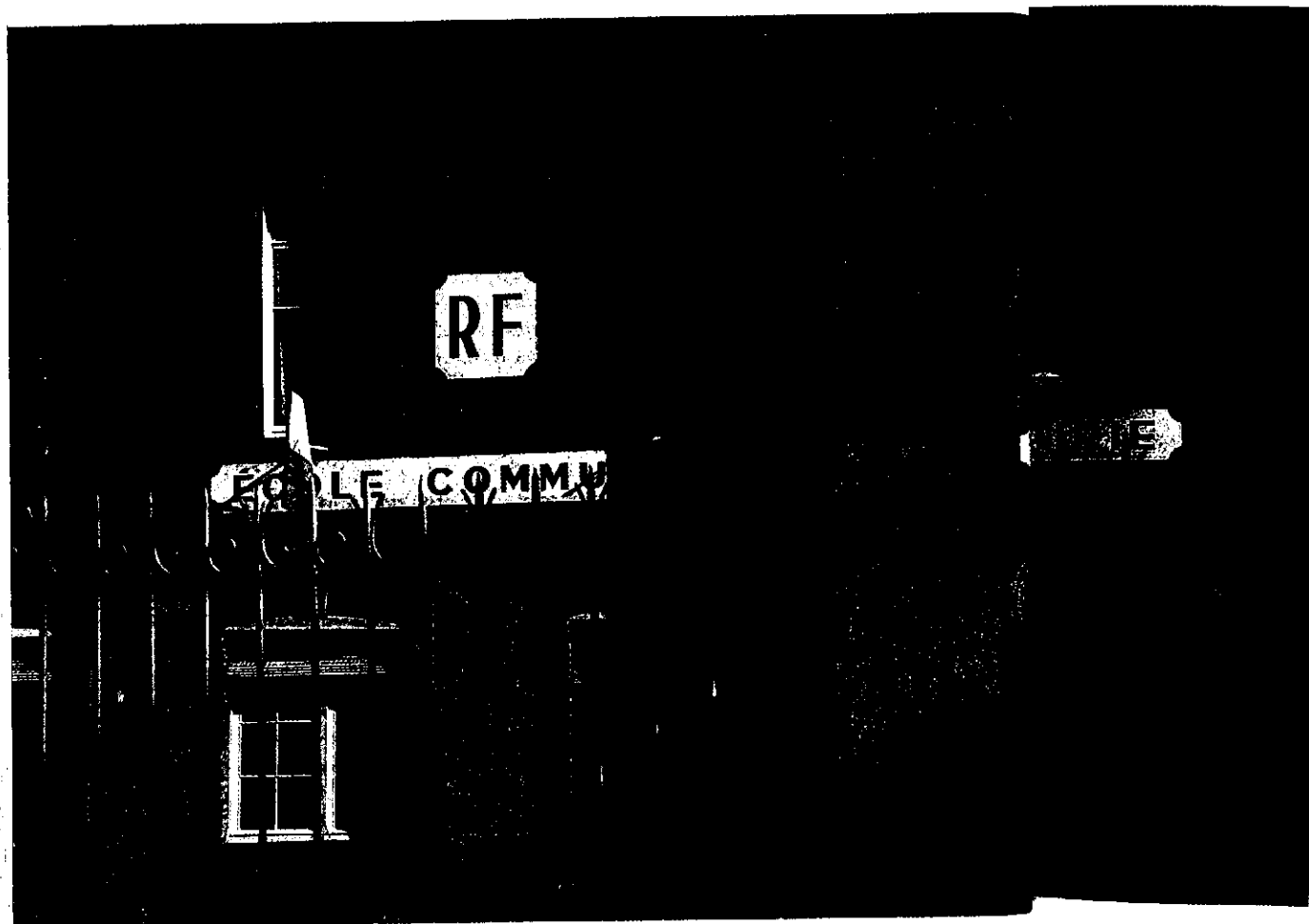
- le vidéodisque, banque d'images nombreuses de très haute qualité et d'accès rapide ;
- le disque compact, banque de graphique moins nombreux, de moins haute qualité, mais beaucoup plus économique ;
- la cassette vidéo, support aujourd'hui le plus économique et le plus répandu, mais où on accède indirectement aux images.

Les ateliers vont permettre de développer progressivement ces usages. Trois actions ont été entreprises dans ce sens :

- tous les équipements informatiques ont été définis de manière à ce qu'il y ait au moins un téléviseur. Là où il y a une configuration dite de base, l'écran est toujours celui d'un téléviseur.
- le Ministère de l'Education Nationale met en place des magnétoscopes. Plus de la moitié des collèges et lycées seront dotés en 1985, et l'ensemble des établissements devra l'être fin 1986.

- le Ministère de l'Education Nationale met en place dès l'automne 1985 et à titre expérimental 70 vidéodisques.

Ainsi les ateliers informatiques expérimentaux comprendront-ils à la fois téléviseur, magnétoscope et vidéodisque. Il en existera certes un très petit nombre en 1985, mais leur extension est prévue en même temps que leur évaluation et le cas échéant la correction des premières expériences.



POINTS  
DE  
REPERE

**INFORMATIQUE  
POUR  
TOUS**

**PRESENTATION  
DU  
PLAN  
PAR  
LE  
PREMIER  
MINISTRE  
LE  
25/01/85**

Mesdames et Messieurs,

Le Président de la République a tracé les lignes d'action de notre pays dans le domaine de l'informatique et de l'enseignement. Beaucoup d'efforts positifs ont déjà été entrepris. A partir des leçons qui peuvent être tirées, nous avons décidé de changer de vitesse et de lancer aujourd'hui un plan extrêmement puissant. Ce plan s'appelle « informatique pour tous ». Il a un triple objectif :

1°) Il s'agit d'initier à l'outil informatique tous les élèves de toutes les régions de France. Les 11 millions d'élèves de nos établissements publics pourront désormais dans chaque commune, avoir accès à l'ordinateur au cours de leur scolarité, afin de permettre une meilleure égalité des chances. Tous ceux qui sortiront dès l'an prochain d'un cycle terminal de lycée, de lycée d'enseignement professionnel, du 1<sup>er</sup> cycle des universités auront travaillé sur un ordinateur pendant au moins une trentaine d'heures.

2°) Nous avons décidé d'ouvrir cet outil informatique à tous les citoyens. Les établissements, les matériels, les programmes qui seront enrichis, seront donc également à la disposition du public. Bien entendu, cela nécessitera des accords avec les collectivités locales et les associations pour déterminer les conditions d'accès et de fonctionnement.

3°) De très nombreuses équipes d'enseignants vont être formées, que je remercie de leur concours. 2 500 ont déjà suivi un stage d'un an, 45 000 un stage d'initiation. Dès cette année, 110 000 enseignants de plus recevront une formation. Elle sera dispensée dans des conditions telles qu'aucune perturbation n'intervienne dans le bon déroulement de l'année scolaire.

Tout cela veut dire concrètement que cette année 11 000 ateliers informatiques seront installés dans les établissements scolaires comprenant chacun plus de 6 micro-ordinateurs familiaux ou semi-professionnels, cependant que les 33 000 écoles de taille plus modeste recevront, elles, l'équipement minimum d'un ordinateur. Ainsi seront installés en 1985 120 000 micro-ordinateurs supplémentaires pour un coût total, avec la formation, de près de 2 milliards. Le fonctionnement devra être mis en place dès la prochaine rentrée.

Compte tenu de son importance, je m'engage personnellement à mener à bien ce plan. Plusieurs Ministres m'assisteront dans cette tâche au premier rang desquels le Ministre d'Etat, chargé du Plan et de l'Aménagement du Territoire qui me suppléera si nécessaire. J'en confie la responsabilité technique à Monsieur TRIGANO assisté de Monsieur GREFFE. Je réunirai les Préfets de Région et les Recteurs dès la semaine prochaine afin de mettre en œuvre ces décisions.

Mesdames et Messieurs, la formation est l'investissement le plus important de la Nation, la clef de voûte de la modernisation du pays. L'informatique va devenir de plus en plus une véritable seconde langue. L'objectif du Président de la République, le nôtre, est de faire de cette génération la mieux formée de notre histoire. Grâce à ce plan, la France va être dès cette année un des premiers pays du monde, probablement le premier, dans l'enseignement de l'informatique pour tous.

## INFORMATIQUE ET LIBERTÉ

L'informatique présente-t-elle un danger pour la vie privée et les libertés individuelles ? Cette inquiétude s'est manifestée en France en 1974 lorsque la presse fit état du projet SAFARI qui consistait à utiliser le numéro d'identification connu sous le nom de numéro de sécurité sociale comme identifiant unique pour l'ensemble des fichiers publics ; cette possibilité d'interconnexion généralisée des fichiers faisait craindre un « repérage permanent de chacun » et même « la fin de la vie privée ». Un grand journal du soir s'interrogeait : « SAFARI ou la chasse aux Français ? »...

C'est dans ce contexte que la France comme d'autres pays s'est dotée d'une législation : la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Elle affirme que « l'informatique doit être au service de chaque citoyen. Son développement doit s'opérer dans le cadre de la coopération internationale. Elle ne doit porter atteinte ni à l'identité humaine, ni à la vie privée, ni aux libertés individuelles ou politiques ».

L'informatique peut avoir à la fois un effet libérateur et asservissant ; c'est à la société d'orienter son informatisation et de maîtriser l'utilisation qu'elle fait de cette technologie. A cet effet, la loi de 1978 pose quelques grands principes et crée la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL).

Des précautions doivent être prises lorsque des informations nominatives sont automatisées. Ces données doivent avoir été obtenues loyalement ; elles ne doivent être enregistrées que pour des finalités déterminées et légitimes : le reproche qui précisément pouvait être fait au projet SAFARI était de permettre d'utiliser des fichiers pour des finalités nouvelles ; ces données doivent être exactes, mise à jour régulièrement et correspondre à la finalité du fichier. Ainsi une plus grande rigueur doit être respectée dans la gestion de données sur les personnes. Des mesures de sécurité doivent être prises.

La loi de 1978 comporte des dispositions particulières à l'enregistrement de données sensibles telles que les infractions ou condamnations, les données faisant apparaître les origines raciales ou les opinions politiques, philosophiques ou religieuses ou les appartenances syndicales.

La loi se prémunit également contre l'utilisation de traitements donnant une définition d'un profil de personnalité à partir duquel des tris pourraient être faits entre les personnes et des décisions prises. L'appréciation des comportements doit toujours être effectuée par l'homme essentiellement à l'aide de la machine et non pas par la seule machine.

De toute façon, la création de fichiers automatisés nominatifs doit être soumise à la CNIL. Celle-ci, qualifiée d'autorité administrative indépendante, est un organisme collégial de 17 membres (parlementaires, hauts-fonctionnaires, magistrats) ; depuis 1984, son Président est M. Jacques FAUVET, ancien Directeur du Journal Le Monde. La CNIL reçoit les dossiers de création de traitements ; certains sont d'une grande importance : schéma directeur des impôts, fichier de lutte contre le terrorisme, informatisation des organismes de sécurité sociale, registres médicaux... Elle veille, à cette occasion, au respect de la loi.

Ses pouvoirs de contrôle amènent la CNIL à procéder à des vérifications sur place et, le cas échéant, à dénoncer au Parquet les infractions dont elle a connaissance.

Mais, à côté de ces pouvoirs de contrainte, la CNIL cherche surtout à informer et à sensibiliser aux enjeux des rapports entre l'informatique et les libertés. Elle publie chaque année un rapport d'activité ; elle organise régulièrement des conféren-

ces de presse sur des sujets d'actualité. Elle reçoit de nombreuses demandes de renseignements, mais aussi des réclamations, des plaintes à propos d'informatisations qui sont en infraction à la loi.

Les principes de la loi de 1978 sont, en effet, placés sous le contrôle des citoyens. Cette loi prévoit d'ailleurs une information des personnes au moment où des données sont recueillies (est-il obligatoire de répondre ? Qui va utiliser les données ?). Surtout, il est accordé à chacun un droit d'accès aux informations personnelles le concernant, droit qui se prolonge en un droit de rectification.

L'évolution technologique, et en particulier, le phénomène de la micro-informatique nécessite encore davantage une prise de conscience des intéressés détenteurs d'informations nominatives. La loi a été conçue à une époque où les fichiers pouvaient être regardés comme des systèmes clos.

L'apparition des réseaux sur lesquels les utilisateurs se branchent modifiera de plus en plus les conditions de protection des données.

Dans le cas particulier des ateliers informatiques, les enseignants ou les élèves peuvent être amenés à constituer des fichiers nominatifs ; certains ateliers développeront des activités télématiques soit pour faciliter l'accès à des banques de données soit pour se relier à d'autres ateliers. Dans ce contexte, il est important que des dispositions soient prises pour éviter une utilisation abusive des informations nominatives enregistrées.

Une déontologie de la gestion des données nominatives automatisées doit commencer à se propager, dans la société.

CNIL - 21, rue Saint-Guillaume - 75007 PARIS  
Tél. : (1) 45.44.40.65

Rapports annuels, Documentation Française.

Textes et documents (loi de 1978, textes d'application et délibérations de la CNIL), J.O. Brochure n° 1473 CREIS.

# DOCUMENTS ADMINISTRATIFS

Circulaire n° 85-077 du 27 février 1985  
Le Ministre de l'Education Nationale  
à  
Mesdames et Messieurs les Recteurs

OBJET : Informatique pour Tous : la formation des enseignants.

Le plan « Informatique pour Tous » conduira à doter les établissements scolaires d'un équipement informatique : 10 000 écoles et tous les collèges disposeront d'un nanoréseau (six micro-ordinateurs de type familial, reliés à un micro semi-professionnel). Les 33 000 autres écoles disposeront d'un micro-ordinateur de type familial, et tous les lycées disposeront d'un atelier lourd (plusieurs micro-ordinateurs professionnels et micro-ordinateurs domestiques).

Ce plan appelle l'initiation de 110 000 enseignants à l'utilisation des ateliers informatiques et des micro-ordinateurs familiaux (nano-machines). Cet effort considérable ne pourra être géré que de manière décentralisée par les Recteurs. La présente circulaire expose les principes arrêtés quant à l'objectif des stages, leur calendrier et leur réalisation.

## 1. OBJECTIFS :

Les stages ont pour objectif de former les enseignants à l'utilisation des ateliers informatiques. Il ne s'agit donc pas d'une formation à l'informatique - ce que le temps disponible ne permettrait d'ailleurs pas - mais d'aider à faire comprendre le fonctionnement des matériels et les applications pédagogiques possibles.

Ils viseront donc à montrer les applications pédagogiques permises par l'atelier : utilisation de l'informatique comme instrument pédagogique ; usage de logiciels non éducatifs : traitement de texte, base de données, gestion de fichier ; prolongement télématique, A travers ces démarches, une initiation à la structure du réseau, à la nano-machine prise isolément et à quelques notions élémentaires de maintenance (montage et démontage) sera apportée.

## 2. CALENDRIER :

### a) Stages d'initiation

Pour initier à l'utilisation des ateliers, il apparaît souhaitable que, dès les vacances de Pâques, plus de 500 stages aient lieu sur toute la France. Ils concerneront 10 000 enseignants, qui pourront ainsi faire fonctionner plus d'un millier d'ateliers dès la mi-avril.

En juillet, commencera une seconde série de stages de formation : plus de la moitié des stages prévus (soit 2 500) doivent impérativement y avoir lieu. La suite des stages devra intervenir fin août, début septembre et à l'occasion des congés de la Toussaint.

Pour que les stages puissent se dérouler de cette manière, les premiers équipements d'ateliers seront livrés à l'initiative du ministère dans les académies dès le début mars, à raison de 2 par académie au moins, puis fin mars à raison de 30 par académie au minimum. Les académies communiqueront les lieux d'implantation des deux premiers ateliers par télex le 4 mars et les lieux d'implantation des autres ateliers le 8 mars dernier délai.

#### b) Stages d'adaptation des formateurs

Préalablement à l'organisation des stages, une adaptation des formateurs de l'Education Nationale aux réseaux devra être organisée par chaque académie à partir du 10 mars. Cette adaptation sera organisée sur des sessions de deux à trois journées. Elle sera précédée d'une démonstration à Paris, pour deux responsables de formation, par académie, les 4 et 5 mars.

### 3. PROGRAMME DES STAGES

Les stages d'initiation à l'utilisation des ateliers informatiques seront intensifs, et chaque fois que possible l'hébergement sur place sera assuré. Ils s'étendront sur six jours, et grouperont une vingtaine d'enseignants. Ils seront assurés par les formateurs en informatique de l'Education Nationale, et des universitaires sollicités en tant que de besoin à cette occasion. Outre un matériel pédagogique et des logiciels, plusieurs schémas d'organisation possible de stage seront envoyés aux rectorats.

Ces stages devront être différenciés, selon qu'ils s'adressent aux enseignants des lycées, ou des écoles et collèges, pour tenir compte des différences de matériels et de logiciels. A titre indicatif, la répartition, peut être de l'ordre de 10 % des stagiaires pour les lycées et 90 % pour écoles et collèges, qui reçoivent les mêmes équipements.

La formation des enseignants sera réalisée sous la responsabilité du Recteur par le Chef de mission académique à la formation des personnels de l'Education Nationale. Le matériel de formation livré par le ministère comprendra :

- deux guides : un guide d'atelier sur les utilisations possibles des ateliers informatiques, et un guide technique sur leurs conditions de fonctionnement et de maintenance ;
- une « boîte à outils », réunissant un ensemble de logiciels pour la formation aux différentes utilisations de l'atelier.

### 4. FINANCEMENT

Compte tenu du caractère exceptionnel de ce programme, des modalités financières spécifiques ont été prévues :

- les frais d'hébergement des personnels participant à ces stages

seront couverts par un crédit spécialement affecté à l'établissement organisateur pour cette action.

- les personnels enseignants du premier et du second degré qui suivront les stages de formation prévus, hors de la période scolaire, bénéficieront d'une indemnité de sujétions particulières, exclusive de tout autre remboursement de frais ou indemnité de stage. Le taux journalier en est fixé à 200 F par jour, soit 1 200 F pour un stage de 6 jours.

- les formateurs bénéficieront d'une indemnité, exclusive de tout autre remboursement ou indemnité ; le taux journalier en est de 870 F par jour, soit 5 220 F pour un stage de 6 jours ;

- les personnels ouvriers et de service, directement appelés à effectuer des travaux supplémentaires, bénéficieront d'une indemnité dont le montant sera fixé par décision conjointe du Ministre de l'Economie, des Finances et du Budget et du Ministre de l'Education Nationale.

Une prochaine circulaire précisera les modalités de ces financements.

### 5. CONCOURS DE L'AGENCE DE L'INFORMATIQUE (A.D.I.)

L'A.D.I. met à la disposition de tous sa capacité de formation, dans le cadre des centres X 2 000. Elle offre une formation à 2 500 enseignants au cours des vacances de Pâques, dans le cadre des stages qu'elle organise pour son propre compte. Leur localisation, leurs dates et leurs correspondants vous seront prochainement communiqués. Le matériel pédagogique mis au point par l'Education Nationale sera envoyée dans ces centres.

### 6. STAGES EN COURS

Il est souhaitable que les formations en cours des enseignants à l'informatique ne soient pas remises en cause. Il est souhaitable que le contenu de ces stages prenne en considération l'utilisation des ateliers informatiques, et se définisse clairement par rapport aux formules offertes dans le Plan « Informatique pour Tous ».

Par ailleurs, l'utilisation de l'appareil de formation du ministère de l'Education Nationale en direction des jeunes concernés par le programme des Travaux d'Utilité Collective peut être envisagée, à la demande des Commissaires de la République.

Pour le Ministre et par délégation  
Le Directeur du Cabinet :  
Yannick MOREAU

## PLAN « INFORMATIQUE POUR TOUS »

B.O. n° 24 - 13 juin 1985

R.L.R. : 177-8\*

Circulaire n° 85-136 et n° 85-208 du 29 mai 1985

(Intérieur et décentralisation ; Education nationale).

Texte adressé aux commissaires de la République de région et de département et aux recteurs pour information.

Comme le Premier ministre l'a annoncé aux commissaires de la République de région et aux recteurs réunis à cet effet à l'hôtel Matignon le 25 janvier dernier, le Gouvernement a décidé le lancement d'un vaste programme « d'informatique pour tous ».

Un triple objectif a été assigné à ce plan dont la mise en place doit être achevée pour la prochaine rentrée scolaire.

1. Initier à l'outil informatique tous les élèves de l'ensemble des établissements publics, à tous les niveaux d'enseignement : primaire, secondaire et supérieur.

2. Former de très nombreuses équipes d'enseignants, sans perturber le bon déroulement de l'année scolaire. 110 000 enseignants seront formés pour la rentrée 1985, en plus des personnels dont la formation avait déjà été programmée par le ministère de l'Education nationale.

Les premiers enseignements tirés des formations de Pâques en montrent le succès puisque 12 000 enseignants se sont inscrits dans 609 stages de 6 jours ouverts dans les académies, du 25 mars au 13 avril.

3. Ouvrir cet outil informatique à tous les citoyens en passant des conventions avec les collectivités publiques et les associations, rôle qui vous est plus particulièrement confié.

Comme l'a indiqué le Premier ministre, « la formation est la clef de voûte de la modernisation du pays. L'objectif du Président de la République, le nôtre, est de faire de cette génération la mieux formée de notre histoire. Grâce à ce plan, la France va être dès cette année un des premiers pays du monde, probablement le premier, dans l'enseignement de l'informatique pour tous ».



Ainsi, consacrer la réussite du plan « Informatique pour Tous » exige de mener conjointement deux types d'actions :

a) Mettre en place des configurations informatiques (matériels et logiciels) dans l'ensemble des établissements scolaires et former les enseignants. Des instructions précises ont été communiquées aux recteurs et aux inspecteurs d'académie par le ministère de l'Education nationale dès le mois de mars, pour la mise en place des premières formations de Pâques, le choix des lieux d'implantation, les configurations de matériels, l'organisation des enseignements et la rémunération des enseignants.

b) Ouvrir au public les établissements scolaires pour lui permettre d'utiliser les matériels mis en place et de développer ainsi les opérations de sensibilisation à l'informatique. Cet objectif ne peut se réaliser que dans un cadre contractuel avec les élus locaux, l'utilisation des locaux scolaires en dehors des heures de classe relevant de la compétence des maires.

Il vous appartient donc, ainsi qu'au sous-préfet que vous avez chargé de coordonner la mise en place du plan « Informatique pour Tous » dans votre département, de prendre toutes les initiatives nécessaires pour inciter les élus à ouvrir l'accès de ce matériel informatique au public dans le cadre des pouvoirs qui leur sont confiés par la loi.

Compte tenu du degré d'avancement de l'opération et du caractère impératif de sa mise en œuvre à compter de la rentrée scolaire 1985, l'objet de la présente circulaire est de vous fournir toutes indications utiles sur :

1. les configurations choisies par catégories d'établissements ;
2. les principes d'implantation des ateliers et la concordance des équipements avec les programmes spécifiques engagés par certaines collectivités territoriales ;
3. les modalités de mise à disposition du matériel dans les communes ;
4. la conduite des opérations d'ouverture au public ;
5. La mission spécifique des sous-préfets coordonnateurs.

## I - LES CONFIGURATIONS CHOISIES

### A. Les matériels

Quatre types de configurations informatiques correspondant à des environnements différents ont été définis. Elles supposent l'installation de 107 809 ordinateurs de type familial et de 13 773 ordinateurs de type professionnel, pour un coût en matériel de 1,163 milliard de F.

TYPE I : pour 33 171 écoles à classe unique ou établissements d'enseignement primaire à faible effectif :

- un micro-ordinateur familial par unité ;

• chaque équipement comporte un environnement adapté à l'utilisation de logiciels pédagogiques et « grand public » : une imprimante de qualité professionnelle, un lecteur enregistreur de programme, un téléviseur couleur 51 cm.

TYPE II : pour 11 773 établissements dont 9 040 écoles par groupe de 400 élèves et 2 733 collèges : un nanoréseau, soit : un système local de communication permettant de faire fonctionner un ordinateur de type professionnel (256 K de mémoire centrale, 2 lecteurs de disquettes de 360 K, écran graphique, fonctionnant sous MS-DOS) en interaction avec 6 ordinateurs familiaux (poste de travail) comprenant chacun un processeur MO5, une extension mémoire de 64 K, un crayon optique, un écran 36 cm moniteur couleur pour 5 postes sur 6 et téléviseur 51 cm pour le 6<sup>e</sup> poste.

Chaque système est muni en outre d'une imprimante et d'un lecteur enregistreur de programme pour permettre la lecture de programme développé sur poste autonome.

Ce système nanoréseau permet de mettre en œuvre des applications sur le MO5, notamment en BASIC, LOGO, LSE. Le nombre de postes de travail peut être porté à 31 postes.

TYPE III : pour 500 lycées.

Un nanoréseau décrit dans le type II mais relié à 8 postes de travail au lieu de 6, avec les moniteurs supplémentaires correspondants.

En plus, 3 micro-ordinateurs de type professionnel pour utilisation indépendante, avec imprimante.

TYPE IV : les universités.

Environ 3 500 micro-ordinateurs de type professionnel seront installés pour permettre le fonctionnement de logiciels techniques ou professionnels servant de support à l'enseignement universitaire.

J'appelle votre attention sur le fait que pour l'ensemble des matériels :

1. les choix ont été effectués principalement à l'intérieur des marchés déjà passés par le ministère de l'Education nationale. Les matériels complémentaires sont commandés en urgence selon les procédures du code des marchés publics ;

2. la livraison de ces matériels, leur installation dans les établissements ainsi que la fourniture, le cas échéant, du mobilier de support seront assurés par l'Etat ;

3. la garantie des équipements pendant une année est assurée par les constructeurs. Parallèlement, les rectorats prendront les dispositions nécessaires pour faciliter l'installation des matériels et assurer un premier niveau d'assistance aux utilisateurs, en liaison avec les constructeurs responsables de la maintenance.

Outre ces équipements de base, il est prévu de doter certains sites expérimentaux de matériels spécifiques, notamment dans le domaine de la télématique.

## B. LES LOGICIELS

Un budget de l'ordre de 200 MF en 1985 est prévu pour l'achat de logiciels. Ces logiciels couvriront l'ensemble des types d'usage envisagés pour les ateliers :

- didactique pour la pratique de l'informatique, pédagogique pour l'enseignement à travers les didacticiels ;
- expérimentation des usages professionnels (logiciels comptables, jeux d'entreprises, traitement de texte, tableurs) ;
- capacité à développer la créativité par la mise à disposition d'outils d'aide au développement des logiciels par les utilisateurs ;
- animation d'activités informatiques à travers un ensemble de logiciels ludiques.

L'Etat fournira les logiciels dans les conditions suivantes :

- d'une part et parallèlement à l'envoi de tout équipement, les ateliers recevront une « valise » de logiciels ;
- d'autre part, l'Etat ouvrira un droit de tirage sur un catalogue national, dans la limite des crédits prévus à cet effet, qui permettra de choisir des logiciels complémentaires.

## II. L'IMPLANTATION DES ATELIERS ET LA CONCORDANCE AVEC LES PROGRAMMES RÉGIONAUX ET DÉPARTEMENTAUX

La mise en œuvre du plan « Informatique pour Tous », conduit à doter tous les établissements scolaires de l'Education nationale d'un équipement informatique et plus de 11 000 d'entre eux d'un atelier regroupant plusieurs ordinateurs en réseaux, soit de type familial, soit de type professionnel.

Les enveloppes définies par académie (pour les lycées) et par département (pour les écoles et les collèges) ont été réparties selon les modalités suivantes :

- les ateliers légers ou nanoréseaux (six ordinateurs familiaux reliés à une tête de réseau) seront implantés dans les collèges et les écoles à concurrence de un pour six à sept en moyenne. Ces nanoréseaux seront implantés dans les écoles à raison de 1 en moyenne pour 250 élèves en zone rurale et 450 en zone urbaine ;
- les ateliers lourds (trois ordinateurs + un nanoréseau à 8 postes) seront implantés dans les lycées ;
- les écoles ne disposant pas de nanoréseaux se verront toutes dotées d'un ordinateur de type familial.

Par ailleurs, il est prévu de doter les établissements d'enseignement agricole de configurations informatiques analogues selon des modalités qui seront précisées ultérieurement.

Enfin, si les établissements privés, conformément à la loi 59-1557 du 31 décembre 1959 modifiée ne peuvent bénéficier de la fourniture des matériels au titre du programme « Informatique pour Tous ». Il a été prévu de leur permettre de bénéficier des conditions commerciales analogues à celles retenues pour les achats réalisés par l'Etat.

Par ailleurs, l'Etat a décidé de tenir compte de l'effort déjà entrepris par les collectivités locales - principalement au titre des contrats de plan Etat-Région - par l'attribution de moyens complémentaires.

## III. MODALITÉS DE MISE A DISPOSITION DU MATÉRIEL DANS LES COLLECTIVITÉS LOCALES

L'attribution des matériels dans les écoles est subordonnée à la signature d'une convention entre l'Etat et la commune concernée qui précisera notamment les engagements respectifs des deux partenaires. Un modèle de convention dont les termes seront élaborés en concertation avec l'association des maires de France, vous sera prochainement adressé.

Il vous appartient d'informer les maires de l'arrivée prochaine des matériels en soulignant l'importance de l'effort financier réalisé par l'Etat à cette occasion :

- l'Etat met le matériel à la disposition de la commune à titre gratuit pendant trois ans. Cette période correspond au temps de remboursement par l'Etat du crédit-bail qui permet d'assurer le financement du plan. Au terme de ces trois années, l'Etat devenu propriétaire proposera à la commune de substituer à la mise à disposition un transfert de propriété à titre gratuit ;
- l'Etat prend en charge la livraison et la mise en service des matériels qui seront pendant la première année sous garantie des constructeurs. De plus, ces matériels seront, pour toute la durée du crédit-bail, couverts par une police d'assurance dont le coût sera intégralement supporté par l'Etat.

Vous ferez ainsi valoir auprès des élus locaux que les seules charges de la collectivité locale concernent le coût de fonctionnement (essentiellement l'électricité consommée, au demeurant très faible) et l'entretien courant de ces matériels après la première année de fonctionnement.

## IV. L'OUVERTURE AU PUBLIC

L'accès du public, en dehors des heures scolaires, au matériel mis en place dans les établissements, constitue un objectif prioritaire du Gouvernement.

A cet égard, l'article 25 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat prévoit la possibilité pour le maire d'utiliser les locaux scolaires implantés dans la commune. La circulaire du 22 mars 1985 (J.O. du 4 avril 1985) prise en application de cet article 25 et qui en précise les modalités, s'applique à l'utilisation des locaux équipés.

Par ailleurs, pour assurer la réussite de ce volet essentiel du plan, vous bénéficierez du concours de l'agence de l'informatique qui dispose d'une expérience incontestée en matière de diffusion de l'informatique, et travaille depuis longtemps avec les collectivités territoriales et le milieu associatif. L'agence pourra proposer,

tant à l'échelon national que local, des actions thématiques de sensibilisation à l'informatique dans ce cadre.

Le Gouvernement souhaite également qu'un nombre important de jeunes qui recevront une formation spécifique puisse, par le canal des travaux d'utilité collective, être associé à l'animation de l'opération.

#### V. RÔLE DES SOUS-PRÉFETS COORDINATEURS

A la demande du Premier ministre, vous avez désigné un commissaire adjoint de la République pour coordonner l'ensemble de ces opérations dans votre département.

Sous votre autorité et en liaison avec les services extérieurs de l'Etat concernés, il lui appartient :

- d'informer les élus locaux de la prochaine arrivée des matériels et de favoriser la signature des conventions Etat-commune en rendant compte de toute difficulté mise en avant par les collectivités locales ;
- de veiller à ce que l'installation des matériels s'opère dans de bonnes conditions de manière que leur mise en service effective puisse intervenir à la rentrée scolaire ;
- d'encourager l'utilisation des matériels par le grand public ;
- d'inciter au recrutement de jeunes dans le cadre de la procédure des travaux d'utilité collective.

Vous voudrez bien tenir informés les élus de votre département, et notamment les maires, du contenu de la présente circulaire et assurer à la mise en place de ce dispositif la plus large diffusion, selon les modalités qui vous paraîtront les plus adaptées.

Toutes précisions complémentaires peuvent vous être fournies par les administrations ci-après :

- Délégation auprès du Premier ministre chargée des nouvelles formations, 193, rue de l'Université, 75007 Paris, Tél. : (1) 550.34.01 ;
- Ministère de l'Education nationale, mission aux technologies nouvelles, 96 boulevard Bessières, 75017 Paris, Tél. : (1) 229.80.05 ;
- Ministère de l'Intérieur et de la décentralisation, direction générale des Collectivités locales, sous-direction des compétences et des institutions locales, 4/12 rue d'Aguesseau, 75008 Paris, Tél. : (1) 266.25.50 et (1) 261.51.40.

Vous voudrez bien nous rendre compte des difficultés que vous pourriez rencontrer pour la mise en œuvre de la présente instruction. Pour le ministre de l'Intérieur et de la décentralisation et par délégation :

Le directeur du Cabinet,  
F. ROUSSELY.

Pour le ministre de l'Education nationale et par délégation :  
Le directeur du Cabinet,  
Y. MOREAU.

Circulaire n° 85-207 du 5 juin 1985

Le Ministre de l'Education  
Nationale

à

Mesdames et Messieurs les Recteurs  
d'Académie

OBJET : Installation des équipements « Informatique pour Tous »  
(Ecoles - Collèges - Lycées)

Dès cette semaine et jusqu'à l'automne 1985, les équipements prévus par le Plan « Informatique pour Tous » dont les configurations et les dotations vous ont été communiquées sont livrées dans les écoles, collèges et lycées. La présente circulaire précise les principes et les modalités qui régiront :

- le traitement des adresses de livraison et des spécifications locales des matériels ;
- la livraison, la réception, la mise en service des matériels, et la certification de ces opérations ;
- la mise en place de centres de ressource ;
- la garantie et la propriété juridique des matériels

Les modalités de la maintenance des matériels après la garantie, de leur assurance, du financement des frais d'installation et de fonctionnement feront l'objet d'une note de service séparée à venir.

#### 1. GESTION DES ADRESSES

La gestion des adresses relatives aux 55 000 points de livraison fait l'objet d'un traitement informatique. Pour cette opération, vous serez en contact avec la seule Mission des Technologies Nouvelles :

- vous avez reçu de sa part les listes des établissements établies par le service de la Prévision, des Statistiques et de l'Evaluation ;
- vous devez lui avoir retourné ces listes après avoir :
  - ôté les établissements considérés comme déjà équipés ou les établissements qui feront l'objet d'un simple complément,
  - indiqué les sites à livrer en priorité selon le cadre annexé aux listes,
  - indiqué vos préférences éventuelles pour le matériel en tête de réseau.

#### 2. SPÉCIFICATIONS LOCALES

Il n'est pas prévu d'homogénéiser systématiquement les équipements en limitant à un seul fournisseur l'équipement d'un département. On trouvera donc à proximité des micro-ordinateurs de fabricants différents.

Cependant, il sera dans toute la mesure du possible tenu compte des préférences que vous aurez pu exprimer pour le matériel en tête de réseau.

### 3. ORDONNANCEMENT DES ARRIVEES

Il sera organisé à partir des adresses que vous aurez communiquées à la Mission des Technologies Nouvelles et de l'ordre que vous aurez défini. Les sites de formation pour l'été sont prioritaires, car ils ne donneront pas lieu à la mise en place d'ateliers renforcés, contrairement à ce qui a pu se faire au printemps ; il vous appartient donc de procéder aux regroupements que vous souhaiteriez pour ces stages.

Les premières livraisons se feront le cas échéant en plusieurs fois par site, lorsque certains éléments manqueront à la première livraison.

### 4. LA MISE EN PLACE D'UN CENTRE DE RESSOURCES

Il apparaît essentiel que chaque académie dispose d'un « Centre de Ressources » pour piloter le montage et la mise en service des équipements. Ce centre pourra dans certains cas devenir un centre de première maintenance. Il peut être organisé, soit à partir de personnels et d'établissements de l'académie, soit à partir d'entreprises de service avec lesquels un contrat aura été passé.

Le ministère mettra dans ce but à votre disposition :

- des stages de formation organisés par les fabricants ;
- des crédits de mise en service (chapitre 37-70, selon des modalités décrites dans la note de service annoncée).

Pour ce centre de ressources, il vous est possible de mettre en œuvre les travaux d'utilité collective, conformément au protocole d'accord passé entre le ministre de l'Education nationale et le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle le 12 février 1985 et à la circulaire du 4 mars 1985. Ces « T.U.C. » rentrent dans le point 3 de la liste indicative - § 2 : « Modernisation de l'équipement » (automatisation des machines, réalisation des dispositifs techniques sous la responsabilité des chefs de travaux ou des enseignants) et entretien/maintenance des machines.

### 5. LIVRAISONS, MISE EN SERVICE ET CERTIFICATION

L'Union des groupements d'achats publics contactera les chefs d'établissement ou les responsables pour procéder à la livraison, en suivant l'ordre de priorité des adresses qui lui auront été communiquées.

Le matériel sera déballé et monté sous votre contrôle : il vous appartient de mettre sans délai en œuvre un dispositif approprié.

Immédiatement après le montage du matériel, la personne responsable de la mise en service du matériel enverra le certificat de mise en service au responsable académique du programme « I.P.T. » qui, après centralisation, le transmettra à l'U.G.A.P. (service régional).

En ce qui concerne les écoles, vous ferez prendre l'attache de la municipalité afin d'examiner avec elle les modalités d'installation du matériel dans ses locaux.

En ce qui concerne les collèges et lycées, des livraisons pourront intervenir pendant la période des congés scolaires. Il est dans ce cas nécessaire qu'une personne habilitée à recevoir les matériels soit présente dans chacun des établissements concernés à la date indiquée par l'U.G.A.P. De ce fait, la livraison peut être dissociée de la mise en service qui interviendra au plus tard à la rentrée scolaire.

Votre chargé de mission prendra contact avec l'U.G.A.P. pour veiller au bon déroulement de telles livraisons.

### 6. GARANTIES

Tous les matériels sont acquis avec une garantie d'une durée de un an, pièces et main d'œuvre comprises. La date d'effet de cette garantie sera :

- le 1<sup>er</sup> juillet 1985 pour tous les matériels livrés avant cette date ;
- le 1<sup>er</sup> octobre 1985 pour tous les matériels livrés entre le 1<sup>er</sup> juillet et le 1<sup>er</sup> octobre 1985.

Elle est en général limitée sur site à trois interventions. Il est donc de l'intérêt des académies d'organiser le plus vite possible un système de maintenance susceptible d'assurer au moins les remises en état du premier niveau, de manière à ne pas dilapider leur capital d'interventions sur site et à ne pas subir des immobilisations trop longues.

### 7. LA PROPRIETE DES ATELIERS

Les ateliers livrés à l'occasion des stages de printemps sont propriété du ministère de l'Education nationale. Sauf indication expresse contraire, les matériels livrés désormais dans le cadre de l'opération « Informatique pour Tous » sont propriété du Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises (C.E.P.M.E.), organisme financier auprès duquel l'Etat loue aux termes d'un contrat de crédit-bail. Les matériels sont mis à la disposition des établissements et des communes, le rachat définitif par l'Etat étant prévu au terme de trois ans.

Un nombre limité d'ateliers lycées et collèges, qui arriveront à partir de septembre, financés sur le chapitre 56-37, seront propriété du Ministère de l'Education Nationale.

La responsabilité de la prise en charge du fonctionnement et de la maintenance, dans chacun des cas, sera précisée dans la note de service annoncée.

Pour le Ministre  
et par délégation :  
Le directeur du Cabinet,  
Yannick MOREAU

FINANCEMENT DU PLAN  
« INFORMATIQUE POUR TOUS »  
(section scolaire)

B.O. n° 26 du 27 juin 1985

R.L.R. : 214-0 ; 177-8

Note de service n° 85-227 du 21 juin 1985

(Education nationale ; Affaires financières).

Texte adressé aux commissaires de la région, à l'attention des recteurs.

Références : Décret n° 85-360 du 22.3.1985 et Circulaire n° 85-117 du 25.3.1985. Lettre commune intérieur et décentralisation, Education nationale du 29.5.1985. Circulaire n° 85-207 du 5.6.1985.

---

Par circulaire du 25 mars 1985 relative à la mise en œuvre du programme « Informatique pour Tous » ont été fixées les modalités de délégation et d'utilisation des crédits affectés au financement des dépenses de formation des personnels, dont une première tranche a déjà été mise à votre disposition au titre des stages qui se sont déroulés pendant les vacances de Pâques.

La présente note de service précise les conditions dans lesquelles seront délégués et utilisés les crédits correspondant à l'ensemble des dépenses afférentes à ce programme autres que les dépenses d'acquisition des matériels, des mobiliers, et des logiciels, relevant par ailleurs de marchés de crédit-bail.

Compte tenu de l'échelonnement dans le temps des besoins constatés, le financement de ces dépenses de formation, d'installation et fonctionnement, à la charge de l'Etat, sera assuré en deux temps :

- dans l'immédiat, à hauteur d'environ 60 % du coût total, par emploi de crédits provisoirement disponibles sur le budget de l'Education nationale, utilisés à titre d'avance jusqu'à la loi de finances rectificative de fin d'année ;
- pour le solde, en fin de troisième trimestre, sur un crédit complémentaire attribué par anticipation sur la loi de finances rectificative.

Les dotations que vous recevrez correspondront bien au programme prévu pour un total de 5 500 stages, mais l'exécution des dépenses devra impérativement être maintenue dans les limites des crédits effectivement mis à votre disposition.

#### I. FORMATION DES PERSONNELS

Des crédits vous seront prochainement délégués, pour financer les dépenses des stages de l'été, sur le chapitre 37-70, par la Mission de la formation et de la recherche en éducation, gestionnaire désormais unique de ces crédits. Les dotations que vous recevrez vous permettront de faire face aux dépenses d'indemnisation, calculées dans les conditions fixées par le décret n° 85-360 du 22 mars 1985 et la circulaire n° 85-117 du 25 mars 1985. Un crédit complémentaire vous sera délégué à l'automne pour solder ces dépenses. Les conditions de mise à disposition des établissements organisateurs et les procédures comptables à appliquer sont celles prévues par la circulaire du 25 mars 1985.

En ce qui concerne la subvention aux établissements organisateurs des stages ou assurant l'hébergement des stagiaires, l'enveloppe des crédits actuellement utilisables ne permet pas de déléguer immédiatement la totalité des crédits correspondant aux taux de 720 F par stage et par stagiaire ou formateur. En effet, le plan de formation s'exécutera dans un laps de temps plus bref qu'il n'était d'abord prévu. Il vous appartient donc d'apprécier dans chaque cas le montant des subvention que vous pourrez mandater aux établissements, en tenant compte des différentes contraintes d'organisation des stages et du montant des crédits mis à votre disposition. Une délégation de crédits complémentaires interviendra à l'automne.

#### II. INSTALLATION ET FONCTIONNEMENT DES CENTRES DE RESSOURCE ET DES ATELIERS

La circulaire du 5 juin 1985 prévoit la mise en place dans chaque académie d'un « centre de ressources » chargé de « piloter le montage et la mise en service des équipements », qui assurera également « le premier niveau d'assistance aux utilisateurs », mentionné par la lettre commune du 29 mai 1985 citée en deuxième référence. Des crédits vous seront prochainement délégués à ce titre, notamment pour les frais de déplacement des intervenants, sur le chapitre 37-70 par la mission de la formation et de la recherche en éducation. Une délégation de crédits complémentaires interviendra à l'automne.

Enfin, des crédits vous seront prochainement délégués sur le chapitre 36-70 pour l'installation et le fonctionnement des ateliers, par le bureau DC 6 pour les ateliers des collèges - à raison de 4 100 F en moyenne par atelier - et par le bureau DL 8 pour les ateliers des lycées - à raison de 6 500 F en moyenne par atelier étant précisé que ces moyennes ne s'imposent pas à vous dans la répartition effective des crédits entre établissements que vous serez amené à faire en fonction des besoins réels.

Si des établissements assurent le support logistique des centres de ressources, les moyens nécessaires à l'activité de ces centres peuvent faire l'objet d'un financement particulier sur les crédits de ce chapitre.

Pour le ministre de l'Education nationale et par délégation.

Le directeur des Affaires financières,

P.DASTÉ